



MANIFESTE - CADTM - 8 MARS 2022

« POUR UN NON-PAIEMENT FÉMINISTE DE LA DETTE »

Nous sommes des militantes et activistes féministes, internationalistes et anticapitalistes du CADTM provenant de différentes parties du monde. À l'occasion du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous voulons mettre l'accent sur les revendications et les luttes féministes contre la dette, outil de domination et de COLONISATION FINANCIÈRE de nos foyers, de nos corps et de nos territoires. Nous lançons donc ce manifeste ouvert à tou-ttes celles et ceux qui veulent le signer, le soutenir et le diffuser.

La dette opprime les populations tant dans le Sud Global que dans le Nord (que ce soit à travers les plans d'ajustement structurel ou l'austérité imposée par les institutions financières internationales) et a des conséquences particulièrement dévastatrices pour les femmes* (ainsi que pour les groupes les plus vulnérables de la population) en tant que travailleuses, petites productrices et paysannes, usagères des services ciblés, et personnes « assignées » aux soins, etc.

La crise sanitaire et économique actuelle aggrave nos conditions de vie, approfondissant non seulement la précarité, les inégalités, la pauvreté et le niveau d'endettement des classes populaires, rendant plus difficile encore la possibilité d'imaginer de nouveaux horizons. Sous le prétexte de l'urgence à devoir faire face à la crise sanitaire, le contexte mondial se caractérise par des niveaux d'endettement public sans précédent, ce qui servira d'outil de chantage dans les années à venir pour imposer davantage d'austérité et de privatisations aux populations, et entraînera des conséquences encore plus désastreuses pour les femmes*.

Qui assume les « coûts » de la reproduction sociale et du travail du soin dans ce contexte ? Ce sont les femmes*¹

Pour privilégier le remboursement des DETTES PUBLIQUES ILLÉGITIMES, partout dans le monde, les coupes budgétaires dans les dépenses publiques :

- attaquent notre droit à la santé, à l'éducation, au logement, etc. ;
- nous obligent à recourir à l'endettement privé, comme les microcrédits accordés aux femmes à des taux abusifs pour subvenir aux besoins fondamentaux de nos familles (nourriture, médicaments, loyer, etc.) ;
- nous enchaînent à des foyers où règne la violence masculine et représentent un obstacle à notre émancipation ;

¹ Lorsque nous faisons référence aux femmes, il s'agit de toute personne identifiée et/ou s'identifiant comme femme.

- renforcent l'invisibilité et la dévalorisation du travail de soin et de la reproduction sociale (dont les femmes sont en charge) ;
- nous condamnent à accepter des emplois de plus en plus précaires et mal rémunérés ;
- approfondissent le modèle actuel de production extractiviste et de développement, fondée sur la reprimarisation de l'économie, afin d'obtenir des devises étrangères, ce qui entraîne la perte de territoires, plus d'inégalités et de marginalisation ainsi que la présence accrue de multinationales protégées par les accords de libre-échange. Ce sont principalement les femmes qui mènent les luttes contre ces entreprises, pour la défense de nos territoires, de nos cultures et de nos modes de vie.
- etc.

C'est ainsi que le « système dette » fonctionne, que la colonisation financière s'impose dans nos foyers. C'est ainsi que la dette publique et la dette privée sont liées et servent à perpétuer le capitalisme et le patriarcat.

MAIS, sans ce travail gratuit ou sous-payé effectué par les femmes*, le système s'écroule ! En fait, ce système capitaliste et patriarcal a une dette sociale accumulée envers les femmes depuis longtemps. Qui dépend de qui ? Le système a besoin de nous pour continuer à fonctionner. Si les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête... En inversant ces logiques, on pose la question : **QUI DOIT À QUI ?**

>>> REVENDICATIONS

- ANNULER LES DETTES PUBLIQUES identifiées comme illégitimes des pays du Sud à l'égard de tous les créanciers : bilatéraux, multilatéraux et privés.
- LUTTER CONTRE L'ENDETTEMENT PRIVÉ et proposer des ALTERNATIVES AU MICROCRÉDIT comme des économies solidaires qui sont déjà expérimentées dans certaines régions du monde et peuvent nourrir nos réflexions. À court terme, il faut une amélioration des conditions d'endettement auprès des IMF (Institutions de microcrédit) telles qu'un taux d'intérêt zéro, et contraint par l'adoption de lois nationales.
- Lutter contre ce système financier dominé par une minorité de spéculateurs qui cherchent à augmenter leur profit, en mettant en place un système d'emprunt au service du bien commun.
- Mettre en place un AUDIT FEMINISTE DE LA DETTE (qui devrait inclure la dimension féministe, c'est-à-dire prendre en compte l'apport non reconnu des femmes à l'économie et proposer des solutions comme la socialisation des soins, c'est-à-dire une implication de tous les acteurs sociaux et économiques dans ces activités dont nous dépendons tous et toutes), inclure dans cette dimension l'audit sur différentes formes d'abus commis par les organismes de la microfinance dont les femmes représentent plus de 80% des emprunteurs.
- Instaurer une ÉDUCATION NON MACHISTE/SEXISTE et sensibiliser quant aux discriminations et aux violences à l'égard des femmes* ainsi qu'aux droits sexuels et reproductifs et aux droits des femmes en général dans toutes les sphères de la vie.
- Mettre FIN À LA RÉPARTITION DU TRAVAIL REPRODUCTIF EN FONCTION DU SEXE.

Notre défi actuel en tant que féministes est de radicaliser les processus de luttes que nous construisons déjà à partir d'une perspective de pluralité de sujets et de résistance au modèle actuel. Nous devons aller de l'avant pour démanteler ce mode de vie fondé sur l'injustice et l'exploitation et nous diriger vers de nouveaux modes de nous connecter où la durabilité de la vie soit au centre.

- www.cadtm.org
- https://twitter.com/cadtm_int
- <https://www.facebook.com/CADTMNETWORK/>
- <https://www.instagram.com/cadtm.international/>